

Fatima LALEM

Je me définis d'abord comme une militante féministe. J'ai un parcours militant dans le féminisme aussi bien en France qu'en Algérie. J'ai notamment milité au Planning familial et dans différentes instances. J'ai choisi cette militance parce qu'il me semblait que la question de la sexualité et des droits en la matière est une question fondatrice pour l'émancipation et l'égalité.

En 1984, j'ai choisi de retourner en Algérie. J'ai été membre fondateur du planning familial algérien et j'ai participé à beaucoup d'associations et à beaucoup de mouvements. J'ai aussi été témoin de la montée en puissance de l'islamisme et de l'intégrisme en Algérie, mais j'ai eu aussi le bonheur de participer aux luttes pour la démocratie et pour les droits des femmes dans ce cadre-là.

J'étais à l'Université, enseignante-chercheuse, et j'ai dû, pour des raisons qu'on peut comprendre, revenir ici, en France, sachant que la militance et les engagements féministes que je portais depuis longtemps n'avaient pas de frontières. Je me suis donc inscrite dans plusieurs réseaux. Je faisais partie du Planning familial et j'ai été aussi avec Chahla à l'initiative de la création de l'ADRIC que j'ai présidée pendant quelques années. Nous avons déjà en 2004, en créant l'ADRIC, l'objectif d'articuler les luttes autour des enjeux féministes, les luttes contre les discriminations et en faveur de la laïcité, avec l'objectif que nous portons toujours d'intervenir auprès des acteurs sociaux, auprès des travailleurs sociaux,

Nous avons mis en place une pédagogie active, vous pouvez aller lire cela sur le site de l'ADRIC. Il me semble qu'aujourd'hui les travaux des associations comme l'ADRIC peuvent apporter un certain nombre d'éclairages.

J'ai aussi un parcours politique : j'ai eu l'honneur de travailler avec **Bertrand Delanoë** en tant que Maire adjointe de Paris en charge de l'égalité femmes-hommes. Ça a été un parcours en cohérence de ce que je portais, qui m'a permis notamment de mettre en pratique un certain nombre d'actions et d'agir dans le politique.

Aujourd'hui, on m'a proposé de parler d'international et de la question des droits des femmes et de la laïcité, du rapport à la laïcité, « sécularité » entre guillemets, au regard de ce que je connais du Maghreb.

Au préalable, il faut se rappeler qu'aujourd'hui, en ce qui concerne le statut des femmes, partout dans le monde les régressions semblent prendre le pas sur les avancées. Face à l'entrée des femmes dans la sphère politique, économique et culturelle, les mouvements conservateurs adaptent leur stratégie et renouvellent leurs discours et leurs pratiques.

Pour contrer ces avancées, différents mouvements identitaires brandissent l'étendard de l'identité nationale – les extrêmes-droites partout en Europe, mais aussi ailleurs, aux Etats-Unis et dans différentes régions du monde – mais aussi l'identité religieuse : l'islamisme, le fondamentalisme chrétien, juif, hindouiste...

Tous ces extrémistes prônent un retour à un ordre moral sexiste qui serait une alternative sécurisante dans un monde en crise. Comme on l'a vu hier et aujourd'hui, cela séduit malheureusement beaucoup d'hommes et de femmes.

Pourtant, on peut dire que dans ces rapports de force, qui sont au centre des luttes démocratiques que ce soit en Occident ou ailleurs, ces remises en question ont été parfois passées sous silence, ou du moins minorées, pour des raisons politiciennes. Reconnaître l'enjeu de ces luttes exige de faire face à sa responsabilité. C'est non seulement protéger les femmes et les soutenir, mais c'est aussi éviter toutes les dérives et toutes les atteintes à la cohésion sociale.

Aujourd'hui, me semble-t-il, – et je ne vais pas revenir sur la définition de la laïcité – bien qu'elle soit issue des Lumières, et qu'elle soit certes un principe développé en France, nous devons la réaffirmer – et je crois que ça a été dit également – comme étant un principe fondamental au même titre que les droits humains.

La laïcité ne correspond pas à un modèle culturel. Elle a une valeur universelle, elle transcende l'espace premier de création et devrait donc être rattachée directement à la culture démocratique. C'est le cas dans les pays où la construction démocratique s'est accompagnée d'une sécularisation.

C'est pour ça qu'on a mis le mot de la « sécularité » des institutions, par opposition aux systèmes totalitaires ou théocratiques qui imposent une doctrine et des dogmes, pour lesquels il n'y a qu'une seule religion reconnue par l'Etat et les membres des autres religions sont parfois minorés, sont parfois tolérés et sont souvent persécutés. On voit ce qui se passe avec les chrétiens d'Orient, mais on parle moins d'autres chrétiens en pays musulman, par exemple en Algérie, qui sont également persécutés. Certains intellectuels maghrébins considèrent que la reconnaissance d'un fondement religieux de l'Etat n'a pas représenté un obstacle à l'affranchissement du pouvoir civil de l'emprise du religieux. En ce sens, les références religieuses n'empêcheraient pas cette mise à distance de la norme juridique et seraient donc tout à fait admissibles dans un système démocratique.

Ils prennent effectivement l'exemple des pays du nord de l'Europe et tu as justement rappelé, Arlette, l'exemple de la Suède. Mais il faut aussi rappeler plus généralement – il y a le Canada, il y en a plein d'autres – que dans ces sociétés c'est souvent le multiculturalisme qui est érigé en système, avec une ethnicisation des rapports sociaux et politiques.

Si la laïcité favorise l'instauration d'une société démocratique, au contraire, son émergence n'est possible que dans une société où les fondements de base de la démocratie sont déjà posés et sont effectivement mis en pratique – liberté d'expression, pluralisme d'opinions, absence de discrimination à l'égard des minorités religieuses, etc. – ce qui est loin d'être le cas dans les sociétés maghrébines, où il n'y a pas d'autonomisation du droit par rapport à la norme religieuse, qui est un préalable, entre autres à la suppression des références à la charia et qui justifie le maintien des codes, des statuts personnels particulièrement rétrogrades pour les femmes.

D'ailleurs, la laïcité au Maghreb reste un impensé. C'est quelque chose qu'on ne peut pas imaginer. Le terme de laïcité lui-même, lorsqu'il est traduit, est chargé d'une connotation négative. Ça veut dire « areligieux », « antireligieux ».

Ce débat a beaucoup agité les démocrates tunisiens après la Révolution de jasmin. La constitution votée après d'âpres batailles a donné lieu à des appréciations diverses. Vue d'Occident, eu égard à un certain nombre d'articles, elle peut être considérée comme très progressiste. Il y a notamment un article qui concerne le droit des femmes, l'article 45, qui précise qu'elles doivent être à parité avec les hommes dans toutes les assemblées élues du pays, ce qui est quand même assez exceptionnel dans le monde arabe.

Mais le préambule de cette constitution fait quand même de la Tunisie un « État civil ». C'est une subtilité qu'ils ont trouvée pour permettre *in fine*, selon le régime en place.... Si c'est Ennahdha qui est au pouvoir, à ce moment-là, ils auront la possibilité de mettre en place une théocratie religieuse. Si c'est les démocrates qui sont en place, il pourra y avoir une démocratie laïque. On voit donc bien les jeux et les enjeux qui sont à l'œuvre.

Pour autant, des militants et des militantes de la laïcité existent au Maghreb. Il y a même des partis politiques qui ont dans leur logo le titre de « parti laïc ». Certains le revendiquent dans leur nom, comme en Algérie le PLD, Parti pour la Laïcité et la Démocratie. Des associations de femmes aussi se revendiquent comme laïques. Au Maroc, malgré le poids du conservatisme religieux porté par la monarchie marocaine, certains n'ont pas hésité à lever le tabou, en tout cas à soulever un pan de ce tabou.

Même si la laïcité reste majoritairement considérée comme une référence étrangère, elle est quand même portée par des mouvements, par exemple le mouvement ANFASS au Maroc, ANFASS pour la démocratie, qui a publié un manifeste et prétend faire un travail éducatif pour contrer les idées des conservateurs. Il fait donc un travail de pédagogie sur le terrain en direction des jeunes et met en avant des arguments intéressants.

De manière moins structurée, mais forte symboliquement, des réseaux sociaux, de jeunes notamment, se sont emparés de cette question dans les trois pays et font très clairement le lien entre démocratie, droits des femmes et laïcité. Ils dénoncent les tabous, ils dénoncent l'hypocrisie, et organisent des événements. Par exemple, ils organisent un pique-nique des déjeuneurs en plein Ramadan dans une forêt marocaine.

Evidemment, il y a une répression. Ils sont réprimés, ils sont emprisonnés. Souvenons-nous d'Amina et des Femen. Plus récemment, il y a eu une fatwa d'un imam Algérien à l'encontre d'un écrivain journaliste, **Kamel Daoud**, appelant au meurtre pour apostasie. Le crime de ce journaliste a été d'avoir invité les musulmans à travailler pour une grille de lecture moderniste et à secouer l'islam de ses scories.

Pourtant, faut-il rappeler aussi que jusque dans les années 1970, les mouvements politiques dominants dans les pays du monde arabe sont des partis de gauche laïcs, voire marxistes pour certains d'entre eux ? Les historiens estiment que cette région est entrée dans la modernité dès le XIX^{ème} siècle.

On n'a pas le temps de débattre sur ce qui a été porté en matière de tentatives d'émancipation en Tunisie par exemple ou en Egypte. En tout cas, aujourd'hui, lorsqu'on regarde cette histoire et ce qui se passe, on peut parler d'une modernité mutilée, parce qu'il y a un processus de modernisation certes, mais c'est une modernisation technique. C'est une démocratisation sans démocratie et c'est une modernisation sans modernité.

Parce que la transformation passe par une modification des rapports de pouvoir, qui ne s'est pas opérée dans ces pays, pouvoir politique certes, mais aussi le pouvoir dans l'exercice de la citoyenneté.

Pour certains comme **Sophie Bessis**, nous sommes aujourd'hui face à un certain nombre de paradoxes particulièrement édifiants et qui se lisent dans une certaine réactivation de la tradition avec les habillages de la modernité.

Donc, tout cela fait qu'aujourd'hui, l'irruption sur la scène publique des femmes a d'une certaine façon cassé le cadre normatif du contrôle masculin, vidé de son sens tout le système hiérarchique qui les assignait aux rôles domestiques, mais que ces mutations ont été vécues comme un danger, un danger pour le pouvoir masculin.

Bien sûr, cela se retrouve ici : je vous renvoie aux mobilisations et aux attaques masculinistes par exemple, mais la différence notable réside dans la légitimation de l'islam par l'État. L'instance religieuse est omniprésente non seulement dans le cultuel, dans le culturel, mais plus grave encore, dans l'éducatif.

Les pouvoirs autoritaires dans cette région et dans bien d'autres se sont appuyés sur les références religieuses pour assurer leur domination et leurs intérêts. Les islamistes ont su instrumentaliser cet espace institutionnel et d'une certaine façon, pour prendre l'exemple algérien, pour beaucoup, si les islamistes ont perdu la bataille politique, ils ont gagné au niveau des mentalités.

Cet islamisme est donc devenu *in fine* le réceptacle de toutes les frustrations accumulées, et les avancées engrangées par les femmes, notamment en matière d'éducation, d'emploi, tout ce qui concerne l'évolution des femmes dans l'espace public, politique et professionnel est devenu un danger qui va cristalliser toutes les attaques des islamistes. Elles auront transgressé cet ordre naturel, la répartition des rôles sexués. La remise en ordre passe en premier lieu par cette étape de voilement. Au-delà de ce que ça représente, il faut le lire aussi comme ça.

Mais aujourd'hui, on ne peut pas leur dire « *Vous arrêtez de travailler* » car bien souvent le seul salaire qui est apporté au foyer, c'est celui de la femme. Elles doivent donc, en se voilant, montrer qu'elles sont dans l'espace public sans empiéter sur la prééminence du masculin et de son rôle.

Aujourd'hui en France, on parle de liberté et de choix des femmes de se voiler ou de ne pas se voiler. Je peux vous dire que les féministes maghrébines, et ailleurs celles qui se battent un peu partout dans le monde, elles se sentent non seulement trahies, mais elles vivent cette assignation à résidence culturelle comme relevant d'un paternalisme néo-colonialiste. Elles refusent que les droits universels reconnus aux femmes en Occident leur soient déniés.

Elles sont nombreuses dans le monde celles qui sont harcelées, violées, lapidées parce qu'elles sont considérées comme ayant transgressé cet ordre islamique : un voile non conforme, une mèche qui dépasse.

J'ai vécu personnellement un épisode douloureux en Algérie quand le Front Islamique du Salut (FIS), au moment où il était dans toute sa puissance d'action, avait lancé un ordre aux femmes et aux parents de ne pas envoyer leurs petites filles à l'école sans voile. Auparavant, il y avait eu des assassinats de femmes, des intellectuelles et des artistes. Je peux vous dire que le lendemain de cet ordre les femmes ont massivement accompagné leurs gamines à l'école sans voile, au risque de les voir massacrées. Elles étaient parfaitement conscientes aussi de l'instrumentalisation du pouvoir politique. Elles n'étaient pas dupes, mais elles portaient un combat, celui de l'égalité, et elles ont fait face. Par la suite, il y a eu effectivement des massacres perpétrés dans les écoles.

Les femmes au Maghreb, en Egypte, au Pakistan et ailleurs continuent donc à se mobiliser, continuent à se battre et quand elles sont 200 000 manifestant.e.s à sortir, les forces rétrogrades, les réactionnaires, les fondamentalistes sont 10 fois plus de personnes dans la rue. Eh bien, elles continuent, elles ne baissent pas les bras.

Donc nous ici, qui avons cette liberté de manifester, cette liberté d'agir, ne soyons pas anesthésié.e.s par cette chape de plomb qu'on met au-dessus de nos têtes, par cette culpabilisation et par tous ces arguments, voire quand on nous traite de racistes pour celles et ceux qui sont « Français de souche » comme on dit, ou de « cinquième colonne », pour celles qui, comme moi, sont des femmes qui revendiquons la liberté.

Ne soyons donc pas intimidé.e.s par le relativisme culturel. Il faut que nous puissions nous mobiliser plus fortement et en premier lieu, il faut que collectivement nous puissions interpeller les pouvoirs publics sur leur responsabilité de protéger toutes les femmes qui se battent pour les valeurs de la laïcité et qui aujourd'hui dans nos quartiers, dans nos territoires sont menacées.

Elles sont menacées dans leur intégrité physique, elles sont menacées dans leur dignité, elles sont parfois aussi menacées dans leur dignité de musulmanes.

Voilà ce que voulais vous dire et je suis convaincue que toutes celles et tous ceux qui sont là sont mobilisés pour que nous puissions continuer ce combat ensemble. C'est un moment où l'on ouvre quelque chose et il faut que nous trouvions les formes de mobilisation pour une dynamique. Cela se construit et ça se construit par une mobilisation politique. Je vous remercie. (*Applaudissements*)